

N° 4859²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant modification du règlement grand-ducal du 11 août 1996
concernant la réalisation d'audits énergétiques dans les bâtiments
du secteur résidentiel et tertiaire, ainsi que dans les entreprises**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(13.12.2001)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 18 octobre 2001 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement, à la demande du Ministre de l'Economie.

Un exposé des motifs et un commentaire des articles étaient joints au texte du projet de règlement grand-ducal.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 5 décembre 2001.

Le projet a pour objet d'adapter le taux de subvention étatique pour la réalisation d'un audit énergétique aux dispositions communautaires et de rendre plus attrayantes les conditions pour l'octroi d'une telle aide en portant le maximum de l'aide à 30.000 euros, ce qui constitue une multiplication de l'aide maximale actuelle par 8.

La base légale du projet est constituée par la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le texte, mais estime que cet appui financier n'est pas le seul moyen pour investir dans les mesures en question et doute du bien-fondé de l'augmentation du plafond de l'aide dans la proportion proposée.

La Conférence des Présidents fait observer que les avis des chambres professionnelles mentionnés au préambule du projet n'ont été communiqués ni au Conseil d'Etat ni à la Chambre des Députés et que leurs références sont donc à supprimer si ces avis n'ont pas été rendus.

Sous réserve de cette observation, la Conférence des Présidents se prononce en faveur du projet tel qu'il a été déposé par le Gouvernement et y donne par conséquent son assentiment.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

Le Greffier,
Pierre DILLENBURG

Le Président de la Chambre des Députés,
Jean SPAUTZ

